

Synthèse des Résultats Outcomes Analysis du Niger **(Juin 2017)**

Au Niger, à partir de Novembre 2016, il a été observé une baisse généralisée des prix des animaux sur toute l'étendue du territoire national, couplée en Mars 2017, avec une hausse exceptionnelle des prix des céréales. Ces phénomènes ne se sont pas estompés jusqu'aujourd'hui. Afin de mieux comprendre les répercussions de cette situation sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des ménages, en particulier des zones disposant des profils HEA, le CC/SAP et SCI se sont accordés pour réaliser une analyse des résultats HEA (Outcome Analysis) au courant du mois de Juin 2017, en dehors des périodes normales (Février, Octobre) du Cadre Harmonisé (CH).

Pour rappel, l'Analyse de l'Economie des Ménages (AEM ou HEA en anglais – *Household Economy Analysis*) est un cadre d'analyse qui présente de nombreux avantages et permet de générer de l'information de qualité et est utilisé par les acteurs humanitaires et de développement comme un instrument d'alerte pouvant également servir pour la planification de la réponse. Cette approche a été développée sur le principe que les informations sur les événements qui affectent une zone géographique ou une communauté ne peuvent être bien compris et interprétés que s'ils sont remis dans le contexte du mode de vie des ménages qui y habitent. Elle fait appel à des sources d'informations variées, incluant notamment des données de recensement, de performance agricole, les prix des denrées sur les marchés etc. Le HEA fournit de l'information sur une année de référence, qui détaille (i) l'économie des ménages en situation « normale », (ii) les stratégies mises en place par ces ménages pour accéder à leur alimentation et à leur revenu, et (iii) les relations entre les ménages de la communauté et les interactions avec l'économie régionale ou nationale. Premièrement, sur la base de cette information de référence, il est possible de prédire ou de modéliser quels seront les impacts possibles d'un choc sur les moyens d'existence de ces ménages. Deuxièmement, le cadre d'analyse prend en compte la capacité des ménages à s'adapter aux changements dans la situation économique qui les entoure. Finalement, le résultat est une indication sur la possibilité qu'ont et auront les ménages à satisfaire leurs besoins alimentaires et non alimentaires sans assistance extérieure.

Pour conduire cette analyse, SCI a échangé avec les acteurs clés, notamment le CC/SAP et les membres de l'Alliance Nutrition et Sécurité Alimentaire, par rapport à la planification de la collecte des données des paramètres clés¹ au niveau des 25 zones à profil que compte le Niger couvrant 8 Zones de Moyen d'existence (ZME) à travers la tenue d'un atelier d'analyse Outcome Analysis. Un chronogramme a été convenu et validé à cet effet. La collecte des données a eu lieu du 12 au 17 Juin 2017. L'atelier d'analyse des résultats, « Outcome Analysis » (OA), s'est tenu du 19 au 21 Juin 2017 avec la participative active des différents services techniques départementaux, les représentants des structures SIMA/SIMB, les ministères, FEWS-Net.

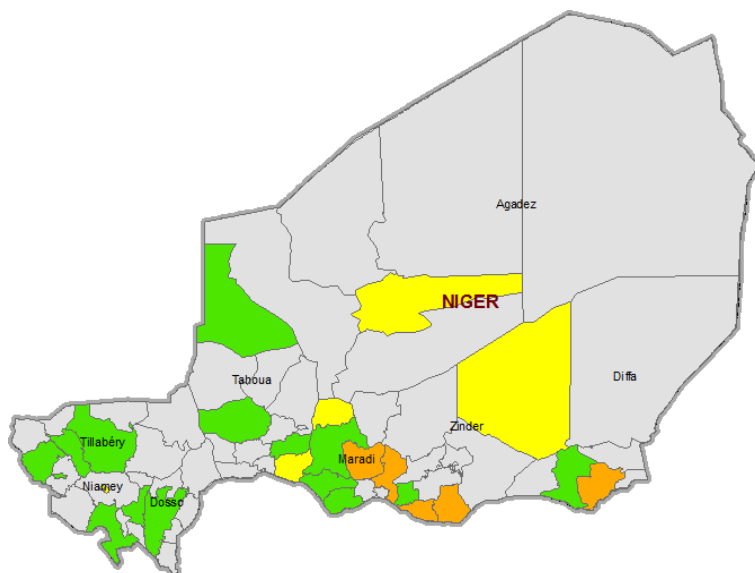
Le Déficit de Survie (DS) et le Déficit de Protection des Moyens d'Existence (DPME) issus des analyses HEA constituent les principales informations HEA utilisées pour apprécier la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations. Ces informations sont utilisées concomitamment dans le CH comme preuves directes pour renseigner le résultat « **consommation alimentaire** », comme suit :

¹ Un paramètre clé est une source de revenu ou de nourriture susceptible d'influencer la consommation alimentaire ou l'accès à un revenu d'un ménage

Phasage	Phase 1 Minimale	Phase 2 Sous pression	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Famine
Déficit de Protection des Moyens d'existence (DPME)	Pas de DPME et	DPME et	DPME et	DPME et	DPME et
Déficit de Survie (DS)	Pas de DS	Pas de DS	DS : 1 – 20%	DS : 20 – 50%	DS : +50%

L'analyse comparative des résultats obtenus de Mars et de Juin 2017 qui sont censés représenter la situation des ménages jusqu'au mois de septembre 2017 avec les résultats obtenus en Juin est visualisée dans les cartes et le tableau ci-dessous.

Analyse Mars 2017



Analyse Juin 2017

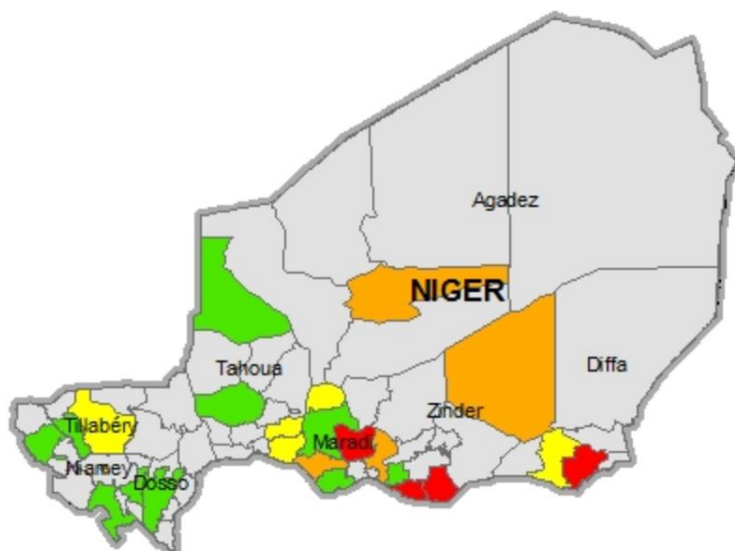


Tableau : Evolution de la situation des départements de Mars à Juin 2017

Phase	Analyse de Mars 2017		Analyse de Juin 2017	
	Nbre de Départements analysés	25	Nbre de Départements analysés	25
1	PAS de DEFICIT : Mainé Soroa, Kantché ,Tessaoua Sud, Guidan Roundji, Dakoro, Madarounfa, Tahoua, Dosso, Boboye, Tillabéri, Ouallam, Saye, Téra, Bouza et Tassara.	15	PAS de DEFICIT : Tessaoua sud, Dakoro, Madarounfa, Tahoua, Dosso, Boboye, Tillabéri, Saye, Tera, Madaoua et Tassara.	12
2	DEFICIT PROTECTION ME : Gouré/Tesker, Bermo, Tchirozérine, Madaoua et Niamey.	5	DEFICIT PROTECTION ME : Bouza, Ouallam, Bermo et Mainé Soroa.	4
3	DEFICIT SURVIE<20 : Diffa-depart, Mayahi, Tessaoua Nord, Magaria et Dungass.	5	DEFICIT SURVIE<20 : Gouré/Tesker, Tessaoua Nord, Guidan Roundji, Tchirozérine et Niamey.	5
4	DEFICIT SURVIE de 20 à 50 : aucun	0	DEFICIT SURVIE de 20 à 50 : Diffa-depart, Mayahi, Magaria et Dungass.	4

L'analyse de ces résultats montre une détérioration de la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que des moyens d'existence, au-delà des projections élaborées en Mars. Les périodes de déficits n'ont pas varié entre Mars et Juin, en revanche, la profondeur du déficit a été plus prononcée durant le mois de Juin. En comparant les OA de Mars et Juin 2017, il ressort que les départements qui présentent des DS sont passés de 5 à 9, Guidan Roundji, Tesker, Tchiro et la Commune urbain de Niamey s'ajoutant aux départements de Diffa, Magaria, Tessoua Nord, Mayahi, Dungass qui ressortaient déjà sous stress en Mars. Sur la base des DS, et selon la grille d'analyse du CH, les départements de Diffa, de Magaria, Dungass et Mayahi montrent des déficits de survie (DS) supérieurs à 20%, ce qui traduit une situation d'urgence et les départements de Tchiro, Tesker, Guidan Roundji, Tessaoua et la communauté urbaine de Niamey sont en situation de crise.

Les facteurs, à la base des déficits observés, et qui concourent à expliquer la baisse du pouvoir d'achat des ménages observés sont :

- La hausse des prix des céréales de 50% à + 100% par rapport à leur niveau en année normale (année de référence de la baseline HEA). Ce phénomène peut être en partie expliqué par une série d'éléments comme, (i) la faible performance de la campagne agricole², (ii) l'épuisement

² Note Conjointe n°82 FAO & PAM, Sécurité alimentaire et Implications humanitaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel, Avril – Mai 2017.

des stocks ménagers,(iii) la spéculation sur les opérations étatiques d'achat dans le cadre de la reconstitution du Stock National de Sécurité, (iv) l'état d'urgence dans les régions de Tahoua, Tillabéri et de Diffa, qui se traduit par des interdictions qui affectent la production, (v) la fermeture des marchés et autres mesures qui peuvent causer une augmentation des prix, (vi) des mesures non officielles sur les restrictions à l'exportation au Nigeria, (vii) la conjoncture économique au Nigeria (Naira faible) avec comme corollaire la baisse d'incitation pour les acteurs nigériens d'importer.

- La baisse des termes de l'échange suite à la chute drastique des prix des animaux, toutes espèces confondues liée à (i) une faible performance de la campagne pastorale (ii) les fermetures de certaines frontières, et la crise économique au Nigéria qui est historiquement le principal marché d'écoulement pour le bétail nigérien.
- La baisse de revenu des ménages qui peut être en partie expliquée par (i) des mesures anti-migratoires, dont les effets se font ressentir en particulier dans les régions d'Agadez et Zinder; à titre d'exemple, le cadre régional de concertation a estimé à plus de 5000 personnes réduites au chômage du fait de ces mesures (ii) la crise économique au Nigéria a affecté à la baisse le pouvoir d'achat des ménages vulnérables (iii) la dévaluation de la Naira ainsi que (iv) l'instabilité et les restrictions sécuritaires surtout dans les zones frontalières qui pourraient décourager les candidats à l'exode. Pour le cas de Diffa, c'est la perte de plus de 40% des récoltes, du revenu de la vente de la production agricole et du revenu de la migration, dus en grande partie par la crise sécuritaire persistante, qui ont laminé les moyens d'existence des populations.

Conclusion

L'analyse OAs, sur la base des paramètres clés mis à jour, a mis en évidence la nette dégradation de la situation des ménages les plus pauvres dans les zones de moyens d'existence étudiées. Cette détérioration significative des moyens d'existence accroît la profondeur des déficits sans que les périodes d'apparition de ces derniers ne soient modifiées. Un plus grand nombre de localités présente des situations qui se sont dégradées au point d'être classées en situation de crises (4 de plus par rapport à l'analyse de Mars 2017).

Cette analyse met aussi en évidence l'importance de HEA et sa pertinence comme outil prédictif et d'alerte précoce.

Recommandations

Au vue de ces résultats, SCl recommande comme réponse à la dégradation de la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages très pauvres et pauvres les actions suivantes :

- Revoir le montant des filets sociaux alloués pour la période de soudure 2017: En effet, le calcul des besoins kilocaloriques reposant sur les prix du mil, du niébé et de l'huile montre que le montant de 32 500 FCFA qui était censé couvrir **80%** des besoins alimentaires d'un ménage de 7 personnes ne couvrira au courant du mois de Juin 2017 que **63% de ces besoins** ;
- Apporter de l'aide alimentaire dans les zones où la situation s'est dégradée en crise et où les déficits de survie sont apparus ;

- Etablir une veille permanente tout au long de la période de soudure et au-delà, afin de détecter de possible facteurs aggravants (retards de la campagne agricole, détérioration des prix de denrées de base et des animaux, etc.) ;
- Suivre le niveau de la production agricole et envisager une intervention post-soudure en cas de récolte inférieure aux normales par exemple extension de la période d'aide alimentaire, activités à haute intensité de mains d'œuvres (HIMO) entre autres ;
- Renforcer la détection et les actions de prévention de la malnutrition ;
- Accompagner le CCA/DNPGCA dans le processus de ciblage des ménages vulnérables susceptibles de bénéficier des actions du plan gouvernemental de soutien;
- Mettre en place un stock suffisant en intrants zootechniques et en faciliter l'accessibilité en particulier chez les éleveurs de faible capacité ;
- Assouplir les mesures restreignant l'accès aux marchés dans les régions sous emprise d'état d'urgence comme Diffa, Tillabéry et Tahoua.